



# le Réveil social



N. 4 - AVRIL 1987

4ème année - Nouvelle série  
200 Lire  
Expédition abonnement  
groupe postal 3° (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficace; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du  
SAVT Syndicat Autonome  
Valdôtain des Travailleurs

## 1° MAGGIO

Il Primo Maggio, data principale del calendario del movimento dei lavoratori, è il momento di incontro tra il Sindacato e i lavoratori, la gente e le loro famiglie.

Questa celebrazione è un'occasione di festa ma anche una testimonianza di impegno civile di milioni di persone che nel quotidiano, in fabbrica, in ufficio, in campagna sono i veri protagonisti delle complesse vicende della società valdostana, italiana e del mondo.

Un impegno di grande significato morale e politico, impegno che si fonda con le lotte di ieri e quelle di oggi, il ricordo del lungo cammino per affermare la dignità e i diritti del lavoro e la continuità dell'impegno del movimento sindacale per un nuovo sviluppo economico e civile, nel momento in cui si ripropongono problemi economici, di disoccupazione, di pace, di sottosviluppo, di fame, di sprechi.

Il 1° Maggio rappresenta per tutti noi un richiamo severo all'approfondimento e alla riflessione per essere sempre più attenti e vicini alle esigenze e alle aspirazioni del mondo del lavoro.

Esigenze e aspirazioni che in VDA si chiamano soluzioni della crisi industriale e nuovi sbocchi occupazionali.

L'accordo appena concluso tra IRI e Regione per il rilancio della COGNE è frutto di una azione unitaria promossa dalla Federazione CGIL-CISL-SAVT-UIL:

- Un rappresentante del Consiglio di Fabbrica della Cogne.  
- CARLO MITRA Segretario Nazionale degli Edili

Per consentire la partecipazione dei lavoratori della bassa e media Valle, alla manifestazione la Federazione CGIL-CISL-SAVT-UIL, metterà a disposizione un servizio di pullman con i seguenti orari:

9,15 partenza da Pont-St-Martin (Piazza 4 Novembre)  
9,25 fermata ad Arnad davanti SAIFORM (ex Fortuna-West)  
9,30 fermata a Verrès - Casello Autostrada  
9,45 fermata a Châtillon (incrocio Scuole I.P.R.)

RITORNO: al termine della manifestazione.  
**LAVORATORI, PENSIONATI, CITTADINI**  
Partecipiamo numerosi alla manifestazione.  
Aosta, 27/4/87

traguardi di solidarietà, di equità sociale, per superare precarietà e disuguaglianze che segnano ancora la realtà del paese, per assicurare prospettive e lavoro alle nuove generazioni.

Festa e impegno perché la solidarietà e la comprensione che esistono fra i lavoratori, fra i popoli diventino sempre più di un grande movimento per il pieno affermarsi della pace, dei diritti dell'uomo, della libertà.

Le manifestazioni di questo 1° Maggio rinnovano dunque il carattere internazionalista di questa festa, esprimano le profonde aspirazioni di pace dei lavoratori valdostani e la loro solidarietà con i lavoratori di tutto il mondo, specialmente con quelli che vedono tuttora negati i loro diritti umani, sindacali, e democratici.

W IL 1° MAGGIO.

### PROGRAMMA MANIFESTAZIONI 1° MAGGIO 1987

Aosta  
ore 10,00  
Ritrovo partecipanti in Piazza E. Chanoux

ore 10,30  
Apertura della manifestazione da parte della banda municipale.

ore 11,00  
Comizio in Piazza E. Chanoux nel corso del quale parleranno a nome della Federazione CGIL-CISL-SAVT-UIL:

- Un rappresentante del Consiglio di Fabbrica della Cogne.  
- CARLO MITRA Segretario Nazionale degli Edili

Per consentire la partecipazione dei lavoratori della bassa e media Valle, alla manifestazione la Federazione CGIL-CISL-SAVT-UIL, metterà a disposizione un servizio di pullman con i seguenti orari:

9,15 partenza da Pont-St-Martin (Piazza 4 Novembre)  
9,25 fermata ad Arnad davanti SAIFORM (ex Fortuna-West)  
9,30 fermata a Verrès - Casello Autostrada  
9,45 fermata a Châtillon (incrocio Scuole I.P.R.)

RITORNO: al termine della manifestazione.  
**LAVORATORI, PENSIONATI, CITTADINI**  
Partecipiamo numerosi alla manifestazione.  
Aosta, 27/4/87

## BILINGUISME et INDEMNITÉ

Le Comité Directeur Confédéral du SAVT s'est réuni le lundi six avril 1987 pour discuter un thème qui, depuis quelques mois, est redevenu d'extrême actualité: le problème du bilinguisme et de l'indemnité de bilinguisme, ou pour mieux dire, «la prime-reconnaissance d'une professionnalité» à attribuer aux travailleurs de l'emploi public.

Les réflexions qui amènent le SAVT à entreprendre de nouvelles actions pour la solution du problème linguistique s'appuient sur l'identité même du SAVT et sur ses thèses du congrès.

Le Congrès Confédéral du SAVT de décembre 1985 confirme la projection du problème de l'identité nationale de la Vallée d'Aoste et de sa langue, dans le contexte européen et dans la perspective fédéraliste.

La survie de même que l'essor d'une langue dans toutes les nationalités, est mise en cause non seulement par la force de la langue dominante (celle de l'Etat) mais également par le nouvel impérialisme économique, politique et culturel qui perce à travers la langue anglaise.

Le SAVT a exprimé clairement le choix d'une réelle ouverture culturelle: «ne pas avoir peur des autres langues... mais ne pas reculer dans l'usage, l'affirmation... de la sienne».

Il y a plusieurs moyens pour sauver une langue et une identité nationale: parmi ceux-ci le SAVT n'exclut pas le bilinguisme, bien qu'imprégné d'une contradiction de fond: «il n'existe pas une nation bilingue... les expériences concrètes démontrent que, dans l'application, le bilinguisme se traduit presque toujours dans l'affirmation de la langue majoritaire.

Le bilinguisme peut, donc, être considéré un moment, un moment important puisqu'il concerne un sujet qui rentre dans les compétences statutaires et peut être interprété comme la possibilité de confrontation aux problèmes de l'autonomie, à ses avantages et aux nécessités culturelles qui en découlent.

Sur le plan idéologique il faut, quand-même, être clairs: nous utilisons n'importe quel moyen pour communiquer pleinement avec des personnes et des travailleurs qui encore ne sont pas enracinés dans notre identité nationale.

Nous sommes ouverts à tout système de communication, de l'esperanto à l'informatic, du tamil à l'anglais s'il le faut, mais qu'une et une seule reste la langue de la nation valdôtaine: les français avec ses variétés dialectales».

Le SAVT est également prêt à répondre au défi du bilinguisme réel, mais, de toute manière, il ne pourrait accepter que le débat sur le bilinguisme se dégrade dans la monétisation d'une valeur essentielle

comme la langue, à cause de l'oeuvre de ceux qui n'accepteraient pas ce défi avec une égale cohérence et honnêteté intellectuelle.

Au cours de ses 40 ans d'autonomie la Vallée d'Aoste a vécu un bilinguisme unilatéral; une minorité (dans le sens numérique) a été, en fait, bilingue tandis que la majorité de la communauté a aussitôt accepté ou facilité un processus anticonstitutionnel d'italianisation: en effet, l'Autonomie et le Bilinguisme sont fondés sur le Statut spécial, loi constitutionnelle de l'Etat italien.

Affronter le problème linguistique en Vallée d'Aoste signifie d'abord, se rendre compte du fait qu'il ne s'agit pas, ou pas «seulement», d'un problème valdôtain; chercher des solutions au problème linguistique signifie, surtout, se rendre compte que ce n'est pas non plus et seulement un problème «italien»: la dimension européenne propose aujourd'hui pour les problèmes culturels et linguistiques (comme d'ailleurs pour tout problème) des perspectives complètement différentes et certainement plus vastes que les réalités régionales et de l'Etat.

S'il faut trouver en Vallée d'Aoste et dans un rapport différent entre la Vallée d'Aoste et l'Etat, la solution du problème linguistique, la conscience de l'Europe nous empêche de tomber dans la banalité d'une opposition, dans des homologations erronées ou dans des aplatissements.

Il y a une opposition politique avec et contre l'Etat qui s'exprime par des luttes différentes de celles que nous nous proposons d'examiner AUJOURD'HUI dans le contexte du problème linguistique et de sa solution.

L'opposition susdite vise la réalisation d'utopies ou de révolutions socio-politiques. Ceux qui estiment pouvoir affronter le problème linguistique par rapport à ce qui a été fait, par exemple, au Sud-Tyrol, avec l'intention d'en copier les solutions envisagées ou de les renverser complètement, agissent avec légèreté: chaque réalité linguistique est en effet différente des autres et chacune a le même droit de vivre et de prospérer, en suivant des chemins autonomes et une stratégie propre.

Le cas de la Vallée d'Aoste est formellement différent de celui du Sud-Tyrol: en effet, les différents groupes ethniques ne

te de l'exigence des travailleurs valdôtains de se voir reconnaître une particularité découlant du fait de connaître et d'employer deux langues, ce qui demande une plus grande professionnalité.

En effet, selon le SAVT, on ne peut pas penser à la réalisation du bilinguisme seulement en monétisant notre particulari-

smes linguistiques sans créer une réelle adhésion aux particularités culturelles, linguistiques et historiques du Val d'Aoste.

Nous publions, ici de suite, le texte intégral du document élaboré par le Secrétariat du SAVT et approuvé à l'unanimité par son Comité Directeur.

La Vallée d'Aoste, elle, se caractérise par une situation linguistique unique bien que sa composition soit hétérogène, sanctionnée institutionnellement et règlementée par le Statut d'autonomie, et identifiée culturellement par le terme de «bilinguisme».

La simple constatation que dans l'Europe tout entière, et surtout aux frontières souvent artificielles des Etats, des problèmes analogues subsistent, prouve bien qu'il s'agit là d'une question européenne.

Dans l'Ancien Continent le débat sur les communautés linguistiques est plus vif que jamais: son objectif est d'assurer à ces réalités linguistiques, un essor autonome, afin d'éviter qu'aux impérialismes linguistiques des Etats (qui ont engendré les problèmes des soi-disants «minorités») se joignent aujourd'hui l'impérialisme de la langue économique (l'anglais) ou de ces langues continentales qui, pour des raisons historiques et économiques, disputent cette hégémonie à la Langue anglaise.

La Vallée d'Aoste est aujourd'hui appelée à vérifier la signification historique du problème linguistique, sans quoi, tout le débat sur l'«indemnité de bilinguisme» risque d'être invalide par une manipulation du problème sans que l'on prenne vraiment conscience de ce qu'est le bilinguisme du point de vue institutionnel et culturel.

Sans une vérification historique, en somme, nous finirons par déprécier une valeur culturelle, historique, humaine, sociale, etc... telle que la langue française et - par ricochet - l'autonomie elle-même.

Le premier édit rédigé en français en Vallée d'Aoste remonte à 1534, avant même que le français devint la langue officielle en France. Cette caractéristique culturelle et linguistique accompagne des faits historiques précis, tels que les formes d'autonomie dont la Vallée d'Aoste jouit depuis des siècles (au moins depuis 1191, date de la Charte des Franchises); la langue s'associe également à une situation géographique particulière: tout cela a produit une culture, conçue comme un ensemble de facteurs sociaux, culturels, linguistiques, économiques, que les Valdôtains ont défendue au moment où l'unification de l'Etat italien (réalisée, ironie du sort, par un

souverain et par des généraux francophones) se transforma en hégémonie et vexation culturelle. La spécificité de la Résistance antifasciste a enfin engendré l'autonomie et le bilinguisme dont «jouit» aujourd'hui la Vallée d'Aoste, résultat minimal par rapport à ses plus vastes aspirations.

Le bilinguisme, l'emploi et la défense de la langue française, cependant, sont restés des éléments d'opposition politique: s'il est vrai, en effet, que les adeptes du français et des dialectes valdôtains se servent aussi de l'italien, ce bilinguisme par contre ne se retrouve pas chez ceux qui considèrent le français comme une simple formalité ou le passage obligatoire pour accéder graduellement à l'uniformité italienne.

Cette dernière conception, qui vise une légitimation partisane ou de parti a été et constitue un véritable élément de division; elle est étrangère à la réalité valdôtaine qui comprend une seule école, une seule administration et une seule vie sociale mais deux langues ayant les mêmes droits.

Pendant trop longtemps les défenseurs de la langue française ont été «partie» politique: pendant trop longtemps les gens indifférents et les italo-phones ont été la partie adverse.

Or, la réalité, en Vallée d'Aoste, est en train d'évoluer: la valeur de l'autonomie redevient un patrimoine commun. Il n'y a pas de force politique, sociale, culturelle, qui, tout en ayant ses propres différences, n'ait pas analysé positivement la valeur de l'autonomie.

Cependant, l'analyse qui se dégage de la nouvelle perspective autonomiste à propos de la langue française, n'est pas encore claire.

Avant de reconnaître, promouvoir, valoriser l'emploi du français, on envisage d'en tirer profit sous forme d'«indemnité» (de langue française, de langue italienne, de bilinguisme... peu importe).

En Vallée d'Aoste le pseudo-autonomisme est encore trop grand, et l'autonomie est vue comme porteuse d'avantages juridiques administratifs (moyens législatifs et mesures plus importantes) ou économiques (bon d'essence, denrées contingentes, répartition financière, mesures sociales) tandis que l'on consacre très peu d'attention au



# BILINGUISME et INDEMNITÉ

suite de page 1

fondement réel de l'autonomie, c'est à dire, à l'identité historique, institutionnelle, culturelle et linguistique.

Le SAVT, au contraire, part d'un point de vue différent: si l'autonomie et le bilinguisme sont - comme tout le monde l'affirme - une richesse et un patrimoine culturel, ces valeurs appartiennent à tous les habitants de la Vallée d'Aoste; la raison d'être de cette autonomie repose sur les particularités historiques, géographiques, ethniques, culturelles et linguistiques qui caractérisent la Vallée.

Si nous ne voulons pas que l'autonomie devienne une somme de privilèges inexplicables, nous devons nous reconnaître dans les caractéristiques, dans les particularités qui la justifient historiquement.

En fait, chaque citoyen doit s'efforcer de protéger, consolider et augmenter autant que possible la véritable richesse de l'autonomie: le particularisme historique, linguistique et culturel de la Vallée d'Aoste - Sinon, face aux homologations et fautes de particularisme, comment pourrions-nous - en tant que travailleurs et fédéralistes - accepter et/ou partager les bénéfices économiques et administratifs d'une autonomie qui se teinterait de discrimination économique entre citoyens ayant des caractéristiques homogènes dans un même Etat.

A l'avis du SAVT, la question de l'indemnité de bilinguisme doit devenir le dernier moment de la contradiction intrinsèque de tous ceux qui prétendent profiter des avantages de l'autonomie sans pour autant défendre en le fondement (ce

qu'ils auraient le devoir de faire institutionnellement).

Dans le monde du travail les «primes» ou «indemnités» sont versées généralement pour compenser les inconvénients d'horaires incommodes ou les désagréments de certains lieux de travail, ou encore les situations «anormales» (travail de nuit, des jours fériés, heures supplémentaires). Or, quel est donc le «désagrément» ou «l'inconvénient» de l'usage du français en Vallée d'Aoste?

Dans une «réalité «constitutionnellement» bilingue, et la Vallée d'Aoste l'est depuis 40 ans, ce «désagrément» ne devrait pas exister.

Il existe, par contre, des retards à des niveaux divers:

- à l'échelon institutionnel à cause d'une autonomie imparfaite dont les dispositions concernant notamment la langue et l'école sont freinées par la lenteur des décisions et leur non-application de la part de l'Etat;

- à l'échelon structural, d'une part en raison d'un bilinguisme insuffisamment adopté par l'établissement «Région» freinée en ceci par des résistances administratives et relevant de l'Etat, et d'autre part à cause de la non-création d'une école le s'inspirant d'une application correcte du bilinguisme et des articles 39 et 40 du Statut d'autonomie;

- à l'échelon économique, car l'essor économique de la Vallée d'Aoste a été et est encore fortement conditionné par des cultures économiques et des centres décisionnels extérieurs;

- à l'échelon politique, dans ce sens qu'il manque une véritable faveur populaire à l'égard du bilinguisme, alors qu'il existe une séparation positive/négative qui devient

discriminante et distinctive dans le milieu politique;

- à l'échelon culturel, dans la mesure où l'absence de structures adéquates (médiat, université, reconnaissance des diplômes universitaires obtenus à l'étranger, édition, etc.) susceptibles d'inscrire l'identité culturelle et linguistique dans un circuit et dans un marché aussi vastes que la francophonie, ne permet pas une confrontation équitable avec la culture italienne.

Le «désagrément», s'il existe, est une conséquence du manque d'attachement aux principes autonomistes. Les thèses du Congrès du SAVT - Fonction publique, en vue du 9ème Congrès Confédéré du SAVT, affirmaient: «la bureaucratie régionale en Vallée d'Aoste, au cours des 40 années d'histoire pendant lesquelles l'autonomie a pu produire quelques résultats, a dû - avec d'énormes difficultés - remplacer une bureaucratie centralisatrice introduite par le fascisme.

L'importance de l'organisation bureaucratique est évidente, à ce point qu'Emile Chanoux l'avait classée parmi les instruments du fascisme qui avaient causé le naufrage politique, économique et culturel de la Vallée d'Aoste - seule une organisation bureaucratique formée aux valeurs du particularisme valdôtain peut amener à une application correcte et fonctionnelle des mesures adoptées au niveau politique.

Malheureusement, il n'est pas facile de trouver dans la fonction publique en Vallée d'Aoste ces diversités tant souhaitées par rapport aux autres régions; et ceci s'applique notamment à la langue française. La gravité linguistique réelle n'existe pas au sein de la bu-

reaucratie publique. Le français fait tout simplement l'objet d'une ridicule épreuve de sélection, puis disparaît de la vie officielle de l'établissement public. On n'arrive pas à s'expliquer pourquoi, durant toutes ces années, personne n'a jamais pensé ni voulu donner à la langue française un nouvel élan afin qu'elle représente une valeur pouvant être récupérée à la fois dans son principe, dans sa forme et dans sa substance.

Au Sud-Tyrol, en revanche, une prime linguistique ajoute à l'«agrément formel la substance» de l'usage et de la sauvegarde de l'allemand.

C'est pourquoi, un bilinguisme se bornant à la «complication» de la traduction en français d'indications, de documents et de lois est inacceptable.

Si lacunes et retards politiques ont transformé l'utilisation du français en effort, en une tâche supplémentaire dans le travail, il serait souhaitable que la connaissance d'un particularisme ou sa réacquisition soit présentée comme une prise de conscience, facilitée et à la portée de tous, vérifiée ensuite et enfin récompensée.

En fait, le SAVT ne s'oppose pas à des primes économiques qui récompensent un bilinguisme réel appliqué au contexte professionnel, dans des conditions réglementées selon les normes constitutionnelles.

En voulant vérifier ce principe de «prime d'encouragement», le SAVT souhaite en particulier relancer le débat sur l'autonomie et sur la langue pour donner une nouvelle impulsion à ce bilinguisme qui, par rapport à il y a 40 ans, a sans doute régressé. Ce débat, toutefois, doit se baser sur un concept préliminaire: le problème

linguistique n'est pas uniquement lié à la protection de la «minorité ethnique», ni à la réalité scolaire, ni même à la fonction publique, concernée aujourd'hui par la question de l'indemnité.

Le problème de la langue française s'identifie avec le problème culturel de la Vallée tout entière: il serait donc inutile de concentrer les efforts pour en favoriser le développement dans un seul de ses contextes sociaux.

A l'avis du SAVT, deux questions demeurant néanmoins sur le tapis:

A) Si l'on maintient les prérogatives de sauvegarde linguistique contenues dans le statut d'autonomie de la Vallée d'Aoste en faveur du français, en attendant que l'Etat vote - ce qui ne saurait tarder - une loi-cadre sur la protection des minorités linguistiques (qui légalise en fait le bilinguisme), le principe de l'indemnité pourrait alors être envisagé et appliqué dans la fonction publique de toutes les minorités «protégées».

B) Les «minorités» doivent élever au sein de l'Europe, l'élément vivifiant d'un nouveau pluralisme culturel.

Il est important que la Vallée d'Aoste, en invoquant son autonomie et son bilinguisme, sache affirmer que ce sont là les réponses démocratiques à l'oppression politique, économique, culturelles et linguistiques de toutes les nationalités minoritaires.

En ce qui concerne l'application du bilinguisme en Vallée d'Aoste nous estimons nécessaire qu'elle intéresse la collectivité valdôtaine tout entière dans une perspective de valorisation des langues minoritaires en Italie et en Europe.

Il faudrait donc activer dans tous les contextes et dans tous les secteurs de la société valdôtaine un processus de réappropriation linguistique et culturelle, si besoin par des moments de formation et de participation à des projets qui concrétiseraient cette aspiration.

En particulier, pour l'emploi public:

1) la prime d'indemnité de bilinguisme devrait être attribuée à tous les fonctionnaires du Val d'Aoste.

2) De même les montants et les modalités d'attribution devraient être identiques pour tous, par rapport à des différents niveaux de professionnalité.

3) Quant aux considérations, exposées la prime d'indemnité ne devrait pas être exclusivement liée à la réussite de l'épreuve préliminaire de langue française, mais impliquer la pleine connaissance des deux langues, ainsi que le prescrit la spécificité institutionnelle valdôtaine, et ce, par des cours de préparation, de recyclage et de contrôle.

Etant bien entendu que les compétences en matière de langue et d'Ecole dans la Vallée d'Aoste sont réglées par les articles 38-39 et 40 du Statut aux fins de permettre une application correcte du bilinguisme ainsi qu'à l'indemnité y relative, considérant que cette indemnité est assimilée à la situation de la Province Autonome de Bolzano, le SAVT considère qu'il est nécessaire que l'Etat définitive d'ultérieures délégations de fonctions en faveur de la Vallée d'Aoste pour les raisons suivantes:

1) les secteurs de l'emploi public, étant multiples et diversifiées, du point de vue des règlements, des services, de la coor-

dination et des fonctions, des normes juridiques qui, non seulement attribueraient les mêmes montants économiques, mais définiraient également des critères homogènes pour les accès, les contenus et les sélections dans les concours et dans les phases de préparation de recyclage et de contrôle s'imposent.

2) la prime d'indemnité de bilinguisme en assurant une professionnalité accrue, liée à une réappropriation linguistique et culturelle doit par ailleurs, répondre à une professionnalité identique pour tout le personnel de l'emploi public, tout comme la prime d'indemnité doit assurer aux usagers un service également efficace.

3) La fonction de coordination ne peut qu'être effectuée par l'Administration régionale, et pour la fonction institutionnelle que le Statut lui attribue, et pour la possibilité de mesures concernant tout l'emploi public de la Région.

Il serait souhaitable que ces délégations soient définies par un D.P.R. qui devra tenir compte de:

1) le renvoi à l'Administration régionale des compétences de l'application du bilinguisme et des indemnités y afférentes pour les délais et les modalités d'attribution de la prime-d'encouragement-d'indemnité de bilinguisme dans l'emploi public.

2) Définition de compétences pour la promotion du bilinguisme en Vallée d'Aoste.

3) Adaptation structurelle des formulaires de l'Etat, des structures techniques, y compris les systèmes d'information et d'informatique, qu'ils soient utilisables dans les deux langues.

4) Etablir des critères pour le contrôle de la connaissance de la langue française qui découragent les déplacements en Vallée d'Aoste de personnels de l'Etat ou de structures de l'Etat, attirés par le privilège hypothétique de la prime-indemnité: en revanche des dispositions devraient être prises pour offrir un maximum de possibilités d'emploi aux jeunes et aux chômeurs de la Vallée d'Aoste.

En insistant sur le fait que le bilinguisme doit devenir un patrimoine effectif de toute la communauté, le SAVT invite toutes les forces politiques, sociales, syndicales et culturelles à oeuvrer pour que la langue française soit valorisée dans la vie quotidienne et culturelle, dans l'information, dans l'école, dans les loisirs, etc... , en créant une nouvelle prise de conscience unitaire de la valeur-identité de la langue française et du bilinguisme.

Le SAVT se déclare également disposé à toute concertation avec les forces syndicales, politiques, sociales et culturelles sur le thème du bilinguisme, sur l'indemnité et sur son application.

le Réveil social

Le Réveil Social  
SAVT, 2 Place Manzetti  
11100 Aosta (Tel. 0165-44336)  
Dir. Resp. EZIO DONZEL  
V. Dir. LUCIANO CAVERI  
Stampa Arti Grafiche E.DUC  
73, Av. Bataillon Aoste  
11100 Aoste (Tel. 0165-41147)  
Autorizzazione Trib. Aosta  
n. 15 del 9.12.1982

## Ecole primaire: adaptations des nouveaux programmes et emploi du français dans l'enseignement

Les adaptations des programmes italiens aux nécessités spécifiques de notre Pays, et l'emploi de notre langue ethnique, le français, en tant que langue instrumentale de l'enseignement dans le but d'arriver - tout au moins en principe - à la parité que le statut sanctionne (art. 38) entre la langue de l'état et la nôtre, constituent un problème dont la portée d'une part, et les difficultés de l'autre, sont d'une telle évidence que toute illustration supplémentaire, par rapport à celles que les documents présentés au Conseil Scolaire Régional par les différentes Organisations Syndicales fournissent largement, est tout à fait superflue.

Il y a cependant au moins deux façons d'envisager un problème posé par une situation contingente: celle d'analyser les difficultés pour les dépasser et fournir une solution au problème en cause et celle, par contre, de considérer ces mêmes difficultés comme de bonnes raisons pour remettre à des temps meilleurs, ou tout bonnement pour refuser, la solution du problème.

En l'occurrence, alors que le renvoi est ouvertement prôné par certaines organisations syndicales, le refus ne peut jamais être clairement avoué, du moment notamment que le refus se poserait contre la loi italienne; il n'y a cependant malheureusement que trop de raisons pour être obligés de voir, dans l'action des forces syndicales et politiques visant opiniâtrement à retarder encore, après quarante ans, la réalisation d'une école moins étrangère à notre ethnie, la volonté précise et déterminée de ne jamais parvenir à ce type d'école, si ce n'est que pour en réclamer les éventuels bénéfices économiques.

C'est pourquoi, aux prétextes avancés par certains membres de la Commission des art. 39 et 40 du Statut pour obtenir des renvois, s'est alliée l'action de certains promoteurs d'initiatives «spontanées» de la part des instituteurs: action qui a trouvé, dans les conditions actuelles de désarroi et de confusion, une suite considérable de la part des intéressés.

Le SAVT/école, en tant que destinataire, de même

que les autres organisations syndicales, de la lettre issue de cette action, se devait de s'exprimer là-dessus: fournir un certain type de travail, mais, après, norme claire et définie afin que ce travail soit effectivement effectué.

Le SINASCEL seul a répondu affirmativement à cette nécessité de clarté et d'action concrète que le SAVT estime indispensable pour parvenir à un véritable pas en avant dans l'école

### DOCUMENT DU SINASCEL/CISL ET DU SAVT/ECOLE:

Les organisations syndicales soussignées, comptant parmi les destinataires d'une lettre signée par un nombre considérable d'enseignants de l'école primaire où il est question d'adaptation des Nouveaux Programmes aux nécessités spécifiques de notre Pays, dont, en premier lieu, l'emploi aussi du français en tant que langue d'enseignement, aux termes des art. 39 et 40 du Statut Spécial de la Vallée d'Aoste, esti-

primaire de la Vallée d'Aoste. De cette entente, est issu le document ci-dessous, qui ne veut nullement être polémique vis-à-vis des signataires de la lettre à laquelle ce document répond, mais qui entend cependant signifier qu'il n'est pas dans les intentions du SINASCEL, ni du SAVT/école de simplement subir passivement certaines initiatives d'inspiration à peu dire plutôt douteuse.

Pierre GROSJACQUES

ment devoir exprimer les considérations qui suivent: 1) dans leurs documents respectifs présentés au Conseil Scolaire Régional et transmis par ce dernier à la Commission des art. 39 et 40, l'affirmation et l'exposition des nécessités des enseignants pour pouvoir s'acquitter des obligations découlant de l'adaptation en cause, surtout en ce qui concerne l'enseignement en

segue a pag. 3



# DOCUMENT DU SINASCEL/CISL ET DU SAVT/ECOLE:

segue da pag. 2

français, trouvent largement leur place, de façon que plusieurs des requêtes formulées dans la lettre susdite, constituent de pures et simples répétitions de ce que les organisations syndicales soussignées ont déjà affirmé et sur lesquelles, par conséquent, elles ne peuvent que se déclarer d'accord.

2) Dans la lettre considérée les organisations syndicales soussignées doivent cependant constater, malgré elles, des inconséquences, voire des contradictions en matière de propos exprimés, dont voici les principales:

a) les auteurs de la lettre disent: «non c'est riscontro tra l'esperienza bilingue che il bambino vive (ce présent indicatif paraît un peu présomptueux, un futur ou même un conditionnel seraient-ils peut-être mieux adaptés) nella scuola e l'ambiente extrascolastico, prevalentemente italofono che non offre sufficienti stimoli all'interiorizzazione nei bambini della lingua francese come lingua veicolare.

Un peu plus loin ils manifestent: «la loro preoccupazione rispetto all'approvazione di adattamenti, che, affermando il principio del bilinguismo senza tener conto delle condizioni di applicabilità, oggi inesistenti per i motivi sopra esposti, rischiano di non raggiungere

gli obiettivi che si propongono».

Après d'autres considérations par lesquelles ils repoussent - et cela n'est que la conséquence logique des prémisses visées ci-dessus - toutes les indications concrètes pour réaliser ce bilinguisme qu'ils déclarent impossible et inopportun, ils s'en viennent tranquillement nous affirmer que «I sottoscritti insegnanti si dichiarano favorevoli a concorrere al progetto di realizzazione graduale di un bilinguismo effettivo nella scuola elementare, che si traduca nella piena padronanza dell'uso strumentale delle due lingue».

b) Cette «piena padronanza» doit cependant - d'après les auteurs de la lettre - être fournie par l'école «fatta salva la possibilità di utilizzare l'una o l'altra senza l'imposizione di una delle due».

Les organisations syndicales soussignées avouent leur surprise et déclarent leur curiosité sur les moyens par lesquels, dans une situation où «la lingua di comunicazione usata dai bambini, che frequentano la scuola elementare, è quella italiana, quando non è il dialetto» les auteurs de la lettre se proposent de fournir aux enfants de la Vallée d'Aoste la «piena padronanza dell'uso strumentale» du français sans devoir obligatoirement l'employer dans leur enseignement.

3) Dans cette lettre, d'après

l'avis des organisations syndicales soussignées, on peut reconnaître aussi des interprétations des normes en vigueur à peu dire forcées, voire incorrectes. S'il est vrai en effet que «spetta ai docenti collegialmente ed individualmente, effettuare con ragionevoli previsioni la programmazione didattica, stabilendo le modalità concrete per mezzo delle quali conseguire le mete fissate dal programma e la scansione più opportuna di esse», le programme lui-même - et, en ce qui nous concerne, les adaptations et la langue d'enseignement - et ses buts relèvent de toute la communauté dans laquelle l'école s'exprime et sont fixés par conséquent par les organes législatifs de cette communauté.

4) Les organisations syndicales soussignées, pleinement conscients du fait que la situation linguistique et culturelle actuelle est loin de correspondre au bilinguisme sanctionné par le Statut, et justement en force de cette conscience, tandis qu'elles repoussent toute tentative de retarder encore la définition et l'application de mesures telles à redresser la situation, affirment l'extrême urgence que ces mesures, après avoir fait l'objet le plus rapidement possible de l'avis de la Commission des articles 39 et 40, trouvent leur adoption de la part de l'organe dont elles relèvent de droit: le Conseil de notre Vallée.

# IL SINDACATO MERIDIONALISTA

A fine gennaio 1987 si è costituito a Reggio Calabria un nuovo sindacato: il SMM. Un Sindacato che si ispira ai principi federalisti, che punta a superare logiche di lottizzazione del potere ponendosi, come alternativa, la costruzione di nuovi rapporti di forza e di democrazia che si basino sulla partecipazione, l'autogoverno e l'autodeterminazione. Sono obiettivi che, uni-

ti alla costruzione di una Europa federale e dei popoli, persegue anche il SAVT ed è quindi con attenzione, simpatia e solidarietà che seguiamo questo nuovo Sindacato che sicuramente saprà dare spazio e progettualità alle esigenze economiche, sociali e politiche delle comunità meridionali. Ospitiamo dunque volentieri sul REVEIL SOCIAL l'articolo inviatoci da FRAN-

CESCO CATANZARITI, uomo di lunga militanza nel politico e nel sindacale (ex deputato comunista, ex segretario della Camera del Lavoro, della Federbraccianti e della CGIL regionale) personaggio che ha fatto della politica uno strumento oltreché di scelta anche di lotta; uno dei promotori del nuovo Sindacato.

Ezio DONZEL



La situazione politica e sindacale, in Italia, non è immobile.

È in movimento. È caratterizzata da sommovimenti e segnali di diversa natura, spesso contraddittori.

Valga per tutti, sul piano politico, l'esempio significativo della crisi profonda che investe i partiti storici («nazionali» e le ripercussioni conseguenti e devastanti sulle istituzioni. Lo scadimento in quello che comunemente viene indicato col termine partitocrazia, è la manifestazione più evidente dell'allontanamento del partito politico nazionale dal suo suolo di forza costituzionalmente rilevante, determinando grossi guasti al sistema democratico.

La realtà è sotto gli occhi di tutti: è una realtà fatta di scandali, di lottizzazione del potere, di metodi di gestione clientelare ed affaristica della cosa pubblica... e quindi di sfiducia e di disorientamento della pubblica opinione.

È una realtà che investe tutto il Paese da Torino a Palermo, da Genova a Napoli, da Roma a Reggio Calabria.

Certo dove la realtà economica e sociale è più debole, disgregata, sottosviluppata, gli effetti sono più laceranti ed evidenti.

A fenomeni negativi di questo avviso, si accompagnano fenomeni positivi, sia pure in maniera modesta, ma significativa: sono fenomeni di reazione alla sfiducia, alla rassegnazione della sconfitta: sono tentativi di aggregazione, di resistenza, di lotta, di speranza, che vengono anche dal profondo Sud, sconvolto da una crisi politica, economica, morale.

Questi fenomeni positivi li rileviamo anche sul terreno sindacale, parallelamen-

te alla crescita nel Paese dell'area delle forze sane, dell'area della Autonomia, della difesa dei valori e dell'esigenza di un diverso e migliore sistema democratico, della necessità di ridisegnare la struttura istituzionale dello Stato, recuperando e valorizzando il concetto del federalismo, per costruire una più giusta unità politica ed economica, la vera unità, basata sulla parità, sul rispetto della identità e dignità di tutti i popoli, ribaltando linee ed indirizzi di tipo coloniale.

Quello che avviene sul piano sindacale è significativo. In molte regioni sono nate e sempre più si espandono organizzazioni sindacali autonome a livello territoriale: in Val d'Aosta, in Sardegna, in Friuli, nel Sud Tirolo, in Calabria...

Non è un processo che si muove nell'ottica della divisione dei lavoratori: è un processo invece che tende a rafforzare e creare unità nell'ambito della classe lavoratrice, unità ad un livello più alto, più qualificato, più vero.

I sindacati autonomi a livello territoriale non sono e non vogliono essere fatti municipali, né tanto meno strumenti di pressione in una visione di selvaggio salaralismo o di difesa di meschini interessi corporativi e neanche momenti di lacerante contrapposizione tra occupati e disoccupati, garantiti ed emarginati, tra Nord e Sud.

Le nostre idee sul terreno della politica economica ci salvaguardano da certi rischi e pericoli: noi siamo sì per una più giusta ripartizione e divisione del lavoro, ma puntiamo a realizzare ciò nel quadro di uno sviluppo economico equilibrato e complessivo che utilizzi a pieno le risorse umane e materiali,

le potenzialità e le vocazioni, nel protagonismo e non nella subalternità dei soggetti locali, ed eliminare così sacche di sottosviluppo e disoccupazione, palla al piede dello sviluppo, elementi di ricatto per i lavoratori, momenti di tensione e mine vaganti che rendono instabile e precaria la situazione economica e politica del Paese. Non c'è chi non veda in questo una linea che risponda all'interesse vero di tutta la classe lavoratrice, di tutto il Paese.

I sindacati autonomi a livello territoriale vogliono essere strumenti che recuperino peculiarità, specificità, valori, interessi, culture di zone e settori non omogeneizzabili in maniera burocratica attraverso la prevalenza totalizzante di settori e zone, certamente importanti, ma non per questo, assorbenti delle specificità.

Il Sindacato Meridionale di recente costituito ad iniziativa dei disoccupati e dei lavoratori delle O.M.E.CA di Reggio C. vuole essere uno strumento di unità e di lotta dei lavoratori, che si faccia carico del contesto economico generale e punti all'aggregazione e solidarietà effettiva tra occupati e disoccupati, tra lavoratori e popolazione. Con questo spirito si lavora per la costituzione della Confederazione Sindacale Meridionale. È una linea questa che ha uno stretto rapporto con la gloriosa tradizione storica del Movimento sindacale italiano, una tradizione (oggi penalizzata) che ha visto esaltati gli obiettivi e le idee nobili di solidarietà, di unità, come ci ricorda il Piano del Lavoro del grande ed amato G.Di Vittorio.

Certo la crescita dell'area delle autonomie

## DICHIARAZIONE DEI REDDITI

Il 31 maggio p.v. scadrà il termine per la presentazione della dichiarazione dei redditi per l'anno 1986.

Il SAVT organizza per i propri iscritti un servizio di consulenza per la compilazione del MOD. 740 e per la soluzione di ogni altro problema fiscale.

La consulenza verrà prestata presso la sede del SAVT di Aosta e presso le sedi del Patronato SAVT di Pont-Saint-Martin, Verrès, Hône, Lillianes, Fontainemore, Issime, Gaby, Gressoney-Saint-Jean, Challand-Saint-Anselme, Brusson, Antagnod, Champoluc, Châtillon, Cogne, Morgex.

Il calendario, con l'indicazione delle modalità (giorni ed orari) della consulenza per la compilazione dei MOD 740, verrà affisso nei rispettivi uffici del Sindacato e del Patronato SAVT.

Inoltre il SAVT ha contratto un'assicurazione a tutela degli iscritti contro eventuali errori nella compilazione del mod. 740.

### IMPORTANTE

È necessario presentarsi con la seguente documentazione:

- a) MOD. 740 e 740 S/1987
- b) Copia del MOD. 740 se eventualmente presentato l'anno precedente;
- c) Mod. 101 ed eventuale modello 102 (quest'ultimo relativo a liquidazioni percepite nel 1986) rilasciati dai datori di lavoro;
- d) MOD. 201 per i pensionati;
- e) per i lavoratori che hanno percepito la CIG dall'INPS (e non direttamente dall'Azienda) devono portare la dichiarazione rilasciata dall'INPS stessa.

- f) Certificati catastali dei terreni (numero di partita, Reddito Dominicale, Reddito Agrario) e certificati catastali dei fabbricati (numero partita e rendita catastale);
- g) Tutta la documentazione necessaria riguardante gli oneri deducibili (interessi passivi su mutui fondiari, assicurazioni vita, spese mediche, chirurgiche, funebri, ecc... pagate nel 1986).
- h) Ogni altro atto o documento eventualmente ritenuto necessario.

SEDI DEL SINDACATO O DI PATRONATO SAVT	GIORNI DI CONSULENZA	ORARIO DI CONSULENZA
<b>AOSTA</b> (Piazza Manzetti)	Tutti i giorni feriali (da lunedì a venerdì) a partire dal 4 maggio	dalle h. 15,30 alle h. 18,30
<b>PONT-SAINT-MARTIN</b> (Via Emilio Chanoux 108 vicino al «Bar Rosa Rossa»)	Giovedì 7 maggio Giovedì 14 maggio Giovedì 21 maggio Giovedì 28 maggio	dalle h. 15,00 alle h. 18,30 " " " " " " " " "
<b>VERRES</b> (Via Duca d'Aosta, 29)	Lunedì 11 maggio Lunedì 18 maggio Lunedì 25 maggio	dalle h. 15,00 alle h. 18,30 " " " " " "
<b>CHATILLON</b> (Via Emilio Chanoux n. 10)	Lunedì 18 maggio Lunedì 25 maggio	dalle h. 9,00 alle h. 12,00 " " "
<b>HONE</b> (presso «Bar Bordet»)	Giovedì 7 maggio Giovedì 21 maggio	dalle h. 9,00 alle h. 12,00 " " "
<b>VALLE DI GRESSONEY</b> (recapito patronato)	Mercoledì 6 maggio Mercoledì 20 maggio	dalle h. 14,30 " " "
<b>VALLE D'AYAS</b> (recapito patronato)	Venerdì 15 maggio	dalle h. 14,30
<b>MORGEX</b> (Rue Valdigne n. 92, casa Bottino)	Giovedì 14 maggio	dalle h. 9,00 alle h. 12,00
<b>COGNE</b> (Bar Liconi)	Venerdì 15 maggio	dalle h. 9,00 alle h. 12,00



## IL SINDACATO MERIDIONALISTA

segue da pag. 3

sul piano sindacale comporta problemi di coordinamento a livello nazionale tra le varie realtà. Non credo debba escludersi l'idea della costituzione di una Confederazione delle Autonomie Sindacali.

Il coordinamento non può certamente tendere a penalizzare i momenti di autonomia, ma deve portare, nell'esaltazione delle autonomie, all'armonizzazione delle energie e delle forze delle specifiche realtà.

Questa esigenza di coordinamento oltre che da motivi di solidarietà, nasce anche dalla necessità di superare ostacoli e difficoltà che incontriamo sul terreno dell'attività sindacale, per recuperare appieno i valori e le indicazioni della massima libertà sindacale e democrazia volute dalla Costituzione, rompendo la gabbia di anacronistici monopoli sindacali.

Tanto per fare un esempio, si pongono problemi di corretta interpretazione costituzionale ed applicazione (eventualmente modifiche) della stessa legge 20 maggio '70, n. 300, meglio conosciuta come Statuto dei Lavoratori, che pur essendo una grande conquista dei lavoratori, non tiene conto dei processi evolutivi della situazione sindacale, delle nuove esigenze di democrazia e partecipazione, di autonomia dei lavoratori, dei pro-

blemi di parità tra le libere associazioni sindacali.

Non a caso, a proposito dell'art. 19 della suddetta legge (problema delle rappresentanze sindacali aziendali), a livello della stessa Commissione Affari Costituzionali della Camera dei deputati si propendeva per una sua migliore e più compiuta formulazione nel senso che le rappresentanze sindacali aziendali dovevano essere quelle costituite ad iniziativa dei lavoratori in ogni unità produttiva, senza alcuna limitazione o delimitazione in alcun ambito. Così come non a caso per la stessa legge di legittimità costituzionale, sempre in riferimento all'art. 19, si sono subito affacciate a livello giudiziario (vedi Pret Milano novembre 1970).

Abbiamo voluto far cenno a qualche ostacolo, che c'induce a porci con sollecitudine ad avviare un discorso di maggiore coordinamento organizzativo a livello interregionale.

Per quanto ci riguarda siamo coscienti che ostacoli non mancheranno sul nostro cammino, ma siamo armati di ferrea volontà per superarli, convinti come siamo di sostenere una giusta causa al servizio dei nostri lavoratori e dei nostri popoli, che vogliono vivere, da protagonisti, nella libertà e nell'autonomia.

**Francesco CATANZARITI**  
Componente L'Esecutivo Centrale del Movimento Meridionale



## GUARDIE GIURATE NUOVO CONTRATTO

Sabato 11 aprile si è finalmente raggiunto l'accordo per il rinnovo del contratto degli Istituti di Vigilanza, aderenti all'ANIVP e ASS Vigilanza.

I punti principali dell'accordo raggiunto, si possono sintetizzare come segue:

### INQUADRAMENTO

Inserimento di una serie di nuove figure, soprattutto nelle centrali operative, inserimento di un terzo livello super per capi servizio.

### ORARIO DI LAVORO

Riduzione: 1 giornata dal 1/1/1988  
1 giornata dal 1/1/1989

L'apeto principale ottenuto in tema di orario è la possibilità di concordare a li-

vello regionale una diversa distribuzione settimanale attraverso il superamento del sistema 5+1.

### PART-TIME

Possibilità di instaurare rapporti a PART-TIME previo accordo con le strutture regionali.

### SALARIO

Aumento medio di L. 92.000

### UNA TANTUM

A copertura del periodo pregresso L. 320.000 di UNA TANTUM così ripartite:  
120.000 dal 1/5/1987  
100.000 dal 1/9/1987  
100.000 dal 1/11/1987

**CHENEY**

## RICEVIAMO E PUBBLICHIAMO

### TOSSICODIPENDENZA: QUALI SERVIZI?



Come contributo al dibattito in corso in questo periodo sul problema droga, la Cooperativa Via Antica Zecca ritiene doveroso fare alcune considerazioni sulla realtà del fenomeno in Valle, soprattutto relativamente ai servizi.

Più volte, e da più parti, si è lamentata la carenza di servizi, e la constatazione della mancanza di interventi adeguati risponde certamente al vero. Tuttavia, ogni prospettiva di miglioramento deve necessariamente affrontare la realtà di ciò che oggi viene offerto al tossicodipendente da coloro che già operano in Valle d'Aosta, con molti limiti e tra mille difficoltà. Ogni nuovo intervento dovrebbe essere sviluppato a partire da una approfondita verifica e da una sincera valutazione degli attuali livelli di operatività, per calibrare nel modo migliore l'auspicabile riorganizzazione dei servizi.

Non si deve cadere nell'errore di pensare di risolvere il problema della non risposta alle difficoltà del tossicodipendente e della sua famiglia semplicemente creando (o proponendo di creare) una nuova struttura. Se si vuole essere incisivi, occorre andare più a fondo e prevedere cambiamenti più articolati e complessivi.

In questo senso, il nodo essenziale del problema ci sembra essere costituito non solo e non tanto dalla mancanza di servizi, ma dalle carenze operative di quelli esistenti.

Vediamo in dettaglio cosa si intende dire:

1. Va rivalutato e riconsiderato l'attuale servizio per le tossicodipendenze, situato presso il Reparto Psichiatrico di Aosta, prevedendo compiti e funzioni diversificate: di intervento socio-sanitario diretto, di avviamento ed impostazione di programmi terapeutici da attuarsi in collaborazione con altre strutture, di coordinamento. Al trasferimento

del servizio tossicodipendenze (pare infatti che questo verrà dotato di locali propri, distaccati dal locale Reparto Psichiatrico) si deve necessariamente accompagnare una riqualificazione dello stesso, secondo quei parametri operativi che molte esperienze in Italia ci indicano.

All'intervento farmacologico si deve affiancare l'intervento psicologico e socio-assistenziale. Il servizio pubblico deve essere veramente il nucleo centrale della complessività degli interventi che si possono effettuare, sviluppando i necessari contatti con i servizi sociali di base, con le strutture con funzioni di reinserimento (Centro Sociale di via Antica Zecca), con le strutture private (Cooperativa S. Grato e comunità residenziale).

2. Rivalutazione dei servizi sociali di base (consultori, altri servizi), già identificati dalla legislazione regionale come soggetti di intervento nel campo della tossicodipendenza. Purtroppo tale attribuzione di funzioni non riesce a concretizzarsi per la mancata previsione di contesti e di strumenti operativi.

Ci pare comunque corretta la ratio della non istituzione di servizi specialistici, impostazione che sembra invece da alcune parti voler essere capovolta, a favore di interventi ritagliati su modelli astratti e non sulla concreta realtà valdostana.

Fa parte della rivalutazione dei servizi sociali di base il coinvolgimento delle realtà come il Centro Sociale del Comune di Aosta, gestito in convenzione della Cooperativa Via Antica Zecca, che affronta gli aspetti della prevenzione del disagio giovanile e del reinserimento sociale di giovani tossicodipendenti, attraverso interventi di sostegno psicologico e familiare, interventi di avvio al lavoro, ecc..., definendone chiara-

mente funzioni, ambiti e momenti di integrazione con gli altri servizi.

3. Un altro aspetto da considerare con la dovuta attenzione è quello dell'inserimento in comunità terapeutica. Quali devono essere le strade istituzionali da percorrere per garantire effettive possibilità al tossicodipendente di usufruire di questa forma di trattamento così importante?

Senza dubbio la recente concessione da parte del Consiglio Regionale dell'idoneità quale comunità terapeutica alla Cooperativa agricola S. Grato, che potrà così convenzionarsi con l'USL, rappresenta un concreto passo in avanti. Si potrà poi valutare, secondo le necessità, di stipulare ulteriori convenzioni con altre strutture al di fuori del territorio regionale, anche se è preferibile una soluzione in loco.

Riguardo alla possibilità di un utilizzo dello stabile di proprietà della Regione in località Talapè come una ulteriore struttura residenziale, ci pare non occorra valutare con cautela e ponderazione diversi aspetti: comunità pubblica o affidata a privati?, coinvolgimento di organismi fuori dalla regione o rivalutazione e riqualificazione delle risposte locali? Sarebbe opportuna una riflessione collettiva, su questo come su altri temi, di quanti operano nel campo.

In ogni caso, se si vuole lavorare seriamente, crediamo debbano essere ben chiariti i seguenti presupposti:

a) l'inserimento in Comunità deve passare il più possibile attraverso i servizi e non va lasciato alla improvvisazione

o alla fretta del diretto interessato o dei genitori, né alle valutazioni necessariamente parziali di personale con funzioni amministrative;

b) l'inserimento in Comunità è una componente di un Programma riabilitativo che deve comprendere sia il momento precedente che quello seguente; occorre evitare l'ottica della delega deresponsabilizzante o del parcheggio temporaneo.

4. Coinvolgimento delle realtà associative e del volontariato, come valido e costruttivo apporto alla gestione degli interventi nel settore (fondamentale soprattutto negli interventi a carattere preventivo, come insegna l'esperienza di Torino). Vanno tuttavia precisati ambiti e modalità di tale supporto, che non deve essere in alcun modo sostitutivo dell'intervento pubblico.

Le associazioni di genitori, ad esempio, così come accade in Italia, dovrebbero costituire una possibilità per la famiglia di percorrere un cammino parallelo al processo di cambiamento stimolato nel figlio, mentre è da evitare una confusione in ruoli operativi e gestionali.

Manca lo spazio per approfondire quanto sopra e anche per evidenziare altri aspetti importanti. Questo intendeva solo porre alcuni problemi da tenere nella dovuta considerazione ed invitare ad approfondire il dibattito in atto, che forse troppo spesso ha indugiato su prese di posizione rivendicative, del tutto giustificate, ma con scarsa incidenza.

**Cooperativa**  
«Via Antica Zecca»

## AVVISO

Gli studenti che intendono essere assunti durante il periodo estivo nei lavori di rilievo dei piani economici, devono iscriversi nelle liste di prenotazione presso la sezione di collocamento del Comune di residenza presentando i seguenti documenti:  
— libretto di lavoro  
— stato di famiglia in duplice copia

**LE ISCRIZIONI DEVONO ESSERE EFFETTUATE ENTRO E NON OLTRE IL 16 MAGGIO 1987**

I piani economici saranno effettuati nei seguenti Comuni:

**LA THUILE - PRE-SAINT-DIDIER - AVISE - OLLOMONT**

— I lavori consistono nei rilievi della vegetazione forestale: diametro, altezza, incremento di volume di ogni pianta.

— Trattandosi di lavori richiedenti un notevole impegno fisico, è necessario che gli studenti abbiano compiuto il 16° anno di età, i giovani di età compresa fra i 16 e i 18 an-

ni dovranno essere muniti di certificato medico di idoneità a svolgere lavori agrari o forestali.

— Gli studenti vengono assunti come OPERAI avventizi - Pertanto il rapporto di lavoro, è regolato dalle leggi e dai C.C.N.L. di categoria vigenti.

— Gli studenti avviati al lavoro, dovranno dotarsi di equipaggiamento idoneo alla montagna: scarponi, maglioni, giacche a vento, ecc...; di sacco a pelo o coperte, di stoviglie per uso personale, di viveri per il primo giorno.

— I trasferimenti, fra il domicilio e la sede del cantiere, sono a carico del lavoratore.

— Sul posto di lavoro verrà possibilmente organizzata una mensa gestita dagli stessi operai. La spesa sostenuta sarà naturalmente a carico degli operai e verrà ripartita in base ai pasti consumati.

— Qualora sia richiesto il pernottamento vicino al posto di lavoro, il Servizio Selvicoltura, organizzare, se possibile, l'alloggiamento in «baite» appositamente adattate.